



L'éducation « par » les populations pour le développement durable autour des aires protégées du Kivu oriental

Thibaut Morelleⁱ

Reçu : 30 décembre 2023 / Accepté : 19 avril 2024 / Publié en ligne : 7 juillet 2024

Iga ENS-Burundi, 2024

Résumé :

Au Kivu oriental, les aires protégées des Virunga et de Kahuzi-Biega, connaissent une pression démographique sur leurs limites spatiales, aggravée par la précarité des populations rurales et la crise du secteur foncier qui entravent les politiques développementalistes dans les chefferies de Bwisha et Kabare. L'éducation « par » les populations, permet d'entrevoir de nouveaux rapports à l'environnement contribuant à mieux gérer les ressources et à améliorer les conditions de vie des paysans. Les aspects éducatifs locaux, s'exercent en parallèle avec des conceptions importées, mises en avant par des ONGs qui ont tendance à promouvoir une éducation « pour » les acteurs intégrés dans leurs activités. Ainsi, l'éducation « par » les associations locales, peut constituer une alternative menant au développement durable, puisqu'elle induit des effets et enseignements chez les adhérents, qui utilisent à la fois des approches externes et traditionnelles pour la gestion des ressources naturelles.

Mots clés : Kivu oriental, aires protégées, éducation, développement durable

Education "by" the populations for the sustainable development around the protected areas of East Kivu

Abstract:

In East Kivu, the Virunga and Kahuzi-Biega protected areas are experiencing demographic pressure on their spatial boundaries, exacerbated by the precarious situation of rural populations and the crisis in the land sector, which is hampering development policies in the Bwisha and Kabare chiefdoms. Education 'by' the local population enables new relationships to be forged with the environment, contributing to better management of resources and improved living conditions for

farmers. The local aspects of education run in parallel with imported concepts, put forward by NGOs which tend to promote education 'for' the stakeholders involved in their activities. In this way, education "through" local associations can constitute an alternative leading to sustainable development, since it induces effects and lessons for members, who use both external and traditional approaches to natural resource management.

Keywords: East Kivu, protected areas, education, sustainable development

Introduction

Les chefferies de Bwisha et Kabare, riveraines aux Parcs nationaux des Virunga et de Kahuzi-Biega, connaissent des enjeux qui s'articulent sur des zones considérées comme stratégiques en raison de leur proximité avec des secteurs concentrant des espèces endémiques et l'essentiel des visites touristiques de ces sites naturels protégés. C'est dans ce contexte que les acteurs du développement et de la conservation interviennent dans ces périphéries afin de promouvoir une meilleure gestion des ressources naturelles et foncières chez les populations pour réduire les activités humaines dans ces parcs. S'effectue alors un transfert de modèles d'éducation dans les zones rurales qui cible le plus souvent des populations paysannes jugées comme responsables de l'amenuisement des ressources et de la dégradation des terres, au détriment des écosystèmes et de la biodiversité des zones de protection intégrales. Cependant, l'implantation d'approches provenant des Organisations non gouvernementales (ONGs) dans ces terroirs est confrontée à l'éducation locale ainsi qu'aux connaissances traditionnelles liées à chaque société. En effet, ces dernières disposent de leur propre rapport à la biodiversité en fonction de leurs croyances, activités socioéconomiques, alimentation et de leur organisation sociale et politique.

Même si des études ont été effectuées sur la relation homme-nature, les résultats obtenus n'ont pas

permis le recours au savoir-faire des populations, préférant maintenir les conceptions héritées des organisations internationales. Celles-ci ont tendance à transmettre aux habitants des perceptions, parfois en décalage avec les réalités locales. Un des moyens d'influence de ces éducations importées consiste à appuyer techniquement les associations dans les modalités de gestion, d'organisation en transmettant des modes de pensées « pour » les riverains au nom du développement socioéconomique et une meilleure gestion des écologies. Mis à part les leaders d'associations déjà sensibilisés aux modèles importés, la plupart des populations sont choisies par les intervenants extérieurs, notamment dans le cadre des activités d'éducation environnementale. Les critères de sélection dépendent de la localisation de leur lieu de vie et activités socioéconomiques, particulièrement quand celles-ci sont situées à proximité de ces parcs. Ce qui explique que la plupart de ces riverains sont souvent intégrés à des ateliers de sensibilisation à la protection de ces aires protégées. Afin d'analyser la mise en pratique de ces deux modèles d'intervention, nous avons enquêté chez des adhérents à des structures associatives d'épargne et de crédit. L'étude s'est focalisée sur des associations implantées dans les localités de Kiwanja (Bwisha) et Bugobe (Kabare). La finalité est d'analyser l'organisation, les effets et enseignements perceptibles dans ces structures ainsi que les modalités de gouvernance des ressources naturelles. Il convient de comprendre le recours à l'éducation « par » les populations, conduisant à un développement durable et à une meilleure gestion de l'environnement. On se demande alors quel est le degré d'influence des outils éducatifs locaux face à ceux des ONGs, dans ces structures associatives, et quels sont leurs apports dans l'amélioration des conditions de vie des adhérents ? Pour répondre à ces questions, nous avons croisé les données récoltées, ce qui nous a permis de présenter trois axes de réflexion : l'éducation « par » les associations pour le développement durable ; les effets et enseignements des associations sur les ménages adhérents ; puis les influences extérieures et savoir-faire locaux dans la gouvernance des ressources naturelles. Mais avant, il convient de présenter la littérature consultée en lien avec les approches traditionnelles de gestion de l'environnement « par » les populations ; la question de l'éducation dans le

cadre du développement durable, suivie de la méthodologie utilisée.

1. Revue de littérature

Aux Kivu oriental précolonial, les populations avaient des modes de gouvernance des ressources naturelles dans leur environnement en ayant recours à des techniques dites « traditionnelles ». D'après Patricia Van Schuylenbergh (2006)¹, la gestion des forêts et de leurs ressources animales était régie par des rituels sociaux orientés directement vers le monde naturel comme les rivières, les arbres, les forêts et les volcans. La nature faisait partie intégrante du monde des hommes qui se présentaient comme originaires du « cosmos ». Ainsi, en s'inspirant de la tradition chinoise, Georges Rossi (2000) explique que

« l'homme n'est pas opposé à la nature, il en fait partie intégrante (...), la nature est perçue comme un processus continu, favorable à l'homme dans lequel il est inscrit. Si le cosmos se dérègle, si des catastrophes surviennent, c'est parce que la société ne fonctionne pas en harmonie avec lui »².

Les populations partageaient une organisation similaire basée sur l'agriculture et l'élevage avec des techniques agricoles connues³. L'agriculture sur brûlis, l'assolement, la rotation, la jachère et parfois le drainage étaient couramment pratiqués afin d'obtenir un meilleur rendement de la terre (Bishikwabo C, 1981). Mais la période coloniale (1908-1960) provoqua des changements écologiques à grande échelle ainsi que des mutations sociales, politiques, économiques, spatiales et culturelles dans les sociétés. Plusieurs milieux naturels furent classés en aires protégées à l'image du Parc National Albert (1925) et de la Réserve Forestière et Zoologique du Mont Kahuzi (1935). Les modes de vie et les rapports à l'environnement des populations furent progressivement transformés, ce qui mit à mal les éducations traditionnelles utilisées pour la gestion de la nature « par » ces dernières, permettant une utilisation équilibrée, raisonnée des terres et de leurs ressources. Des modèles de gouvernances extérieures furent alors transférés dans ces régions au nom d'une exploitation « durable » des ressources naturelles et du développement économique.

En 1992, la notion de développement durable qui a été mise en avant au sommet de Rio, recommanda à

¹ Van Schuylenbergh P, 2006, *De l'appropriation à la conservation de la faune sauvage : pratiques d'une colonisation : le cas du Congo belge (1885-1960)*, Livre Troisième : « Mettre en valeur-Conservé » 1925-1960, Tome 2, Troisième partie, Chapitre I, L'envers du décor : quelques pistes de réflexion, La question foncière, Louvain, Thèse de doctorat, p 710.

² Rossi G, 2000, *L'ingérence écologique, Environnement et développement rural du Nord au Sud*, Chapitre IV, Les « écologies » du Sud, Paris, CNRS Editions, p 73.

³ Bishikwabo C, 1981, *Mythes d'origine et croyances religieuses, Base d'une communauté de royauté interlacustre dans l'est du Zaïre*, La civilisation ancienne des peuples des Grands Lacs, Paris, Karthala, p 73.

tous les Etats participants, de prendre en considération les préoccupations environnementales et la nécessité de promouvoir une gouvernance durable des ressources naturelles. L'utilisation des approches participatives est le résultat des nombreuses difficultés que ces pays rencontrent dans la gestion des massifs forestiers⁴. L'objectif est de trouver d'autres modèles alternatifs pouvant remplacer les politiques classiques et qui puissent répondre aux enjeux politiques, environnementaux locaux, régionaux et internationaux actuels. L'application de cette notion vise à trouver des alternatives économiques et sociales afin d'améliorer les conditions de vie des populations. Les bénéficiaires de ces actions sont les riverains désignés comme acteurs dans les projets de développement et de conservation. On attend alors de ce processus participatif, un engagement des populations ciblées par le projet sur le plan socio-spatial en fonction de l'urgence environnementale observée par les acteurs de la conservation et des besoins exprimés par les riverains. La finalité étant d'amener les populations à gérer leurs ressources naturelles et d'en tirer des bénéfices principalement d'ordre économique (Hulmes D ; Murphree M, 2001). Cette volonté d'associer la notion de développement durable au développement local et à la conservation de la nature, a abouti au concept de « conservation intégrée »⁵. Cela permet une ouverture des

« aires naturelles protégées à des espaces sociaux autrefois extérieurs aux politiques de conservation. Alors que l'exclusion caractérisait les mesures de protection de la nature jusqu'aux années 1980, l'intégration de la conservation aux dynamiques du développement devient à cette date la figure dominante des objectifs du champ » (Dumoulin D ; Rodary E, 2005).

Les chefferies de Bwisha et Kabare, connaissent une situation sociale, politique, économique et sécuritaire précaire à la suite des guerres et conflits armés qui se sont succédé. L'éducation et la culture en ressortent affaiblies tant sur le plan de l'alphabétisation que de la scolarisation. Cela explique que certains aspects éducatifs traditionnels locaux en lien avec les savoirs culturels ont été déconsidérés. La gouvernance participative de ces aires protégées par les acteurs nationaux et internationaux de la conservation, s'oriente sur l'éducation environnementale qui vise à valoriser

une approche éducative « pour » les populations afin de les « sensibiliser » à l'utilisation durable des ressources dans leur espace de vie. Pour certains acteurs du développement, la faible gouvernance, l'ignorance, l'analphabétisation d'une majorité d'habitants peuvent expliquer la mauvaise gestion des terres et de leurs ressources, ce qui justifie l'argument de « responsabiliser » davantage les paysans dans l'exercice de leurs activités socioéconomiques et rapports aux écologies. C'est dans ce contexte que sont mises en avant ces politiques d'éducation « pour » les riverains, afin qu'ils assimilent les théories, concepts et idées véhiculés par les ONGs internationales y compris certains programmes gouvernementaux, permettant ainsi de mieux contrôler ces dernières et leurs activités à travers notamment les changements de perceptions voire de « mentalités ».

Cependant, en consultant les rapports de programmes et projets internationaux de développement, des recherches pourraient s'orienter vers les pouvoirs coutumiers et la société civile sur le potentiel des connaissances et savoirs traditionnels en termes d'appui, d'accompagnement à l'éducation pour l'environnement. C'est dans ce cadre que les populations pourraient être amenées à s'approprier l'éducation dans leurs espaces de vie en ayant recours aux outils et approches éducatives qui émanent le plus souvent des savoir-faire locaux. Autrement dit, l'éducation « par » les populations signifierait une meilleure adaptation des attitudes et perceptions des riverains à leur environnement, sans interventions extérieures. Elle permettrait une utilisation différente des ressources naturelles et foncières, de trouver des solutions durables aux problèmes sociaux et économiques rencontrés. Ainsi, cette étude s'est orientée sur des associations implantées à proximité des aires protégées des Virunga et de Kahuzi-Biega, afin de pouvoir analyser les dynamiques locales visant un développement durable associé aux aspects éducatifs, sociaux et culturels à l'égard de l'environnement.

2. Méthode et matériel

Des documents d'ONGs établies à Goma et Bukavu ont été exploités afin de connaître les projets, leurs modalités d'intervention, d'analyser la situation sociale, économique des populations, la cartographie des actions anthropiques, les aspects culturels et traditionnels des sociétés. Les informations sur les

⁴ Nguingiri J-C, 1999, *Les Approches Participatives dans la Gestion des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique centrale*, Les Approches Participatives dans la Gestion Forestière : Contexte et Domaines d'Application en Afrique centrale, Revues des Initiatives Existantes, CIFOR, Jakarta, Occasional Paper N°23, July, p 2.

⁵ Binot A, 2010, *La conservation de la nature en Afrique centrale entre théorie et pratiques. Des espaces protégés à géométrie variable*, Introduction, Université Paris I, Thèse de doctorat en géographie, p 25.

programmes ont été obtenues à Kinshasa, aux sièges d'organisations internationales de développement, de conservation, au ministère de l'environnement et développement durable ; puis à l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN). Les sièges des associations d'épargne et crédit et les lieux de vie des adhérents concernés par les enquêtes, sont situés dans les groupements de Bukoma (Bwisha) et Bugobe (Kabare). Deux enquêteurs, soit un pour chaque groupement ont été

contactés depuis Goma et Bukavu, ils ont été formés à la sélection des échantillons, puis à la récolte des données. L'objectif a été d'obtenir des informations sur les conditions de vie socioéconomiques et les aspects socioculturels des adhérents. Les données ont été obtenues par des questionnaires, individuels ciblant des paysans membres de ces structures. Les enquêtes ont sollicité un nombre de 25 échantillons pour chaque chefferie, soit un total de 50 ménages ciblés (**Tableau 1**).

Tableau 1 : Nombre d'adhérents aux associations interrogés dans les chefferies

Province du Sud-Kivu, territoire de Kabare		
Chefferie de Kabare		
Enquêtes socioéconomiques & socioculturelles individuelles		
Catégorie	Nombre d'adhérents enquêtés	Groupement
Adhérents (Associations communautaires d'épargne et de crédit)	25	Bugobe
Province du Nord-Kivu, territoire de Rutshuru		
Chefferie de Bwisha		
Enquêtes socioéconomiques & socioculturelles individuelles		
Adhérents (Associations communautaires d'épargne et de crédit)	25	Bukoma (région de Kiwanja)
	Total : 50	

Les personnes ont été choisies en raison de la situation géographique de leur espace de vie, à proximité des Parcs nationaux, de la dynamique associative qui est visible dans leur terroir à travers leur structure, la société civile, les mutuelles de solidarité et de coopératives agricoles. L'étude de ces échantillons prélevés à l'échelle micro-locale, peut permettre de trouver des alternatives aux conditions de vie des paysans, tout en permettant des rapports plus équilibrés dans leur relation avec l'environnement. Les études de cas individuels doivent permettre l'obtention de données capitales afin d'avoir une représentation plus concrète des situations sociales et économiques des adhérents ainsi que de connaître leur perception à l'égard de l'environnement et des aires protégées. Ces enquêtes furent effectuées dans des milieux qui diffèrent en fonction des écologies, des populations et cultures mais qui ont en commun une ruralité bien ancrée dans les traditions et coutumes en lien avec la terre et ses ressources. Ainsi, il a été nécessaire de croiser les informations récoltées sur ces deux terrains afin de permettre une meilleure compréhension des enjeux socioéconomiques et environnementaux qui s'articulent dans ces périphéries.

Afin de pouvoir exploiter les données collectées par les enquêtes individuelles auprès des ménages, le logiciel Word a permis la conception du tableau de présentation des échantillons. La restitution des

données récoltées dans les chefferies a été faite à l'aide du logiciel Excel afin de pouvoir concevoir des histogrammes. La collecte des données bibliographiques dans un premier temps, suivie des observations et des enquêtes sur le terrain ont pu déterminer les axes qui sont à l'origine de la construction de ce travail.

3. Résultats

Les organisations choisies sont gérées, administrées par des habitants originaires des localités de Kiwanja et Bugobe. Elles interviennent dans la production agricole, l'élevage, le petit commerce, l'artisanat, et la réhabilitation de l'environnement. Certaines ciblent essentiellement les femmes et les enfants, contrairement à d'autres qui intègrent toutes les composantes locales. A Kiwanja, les recherches se sont concentrées sur des structures autonomes qui sont l'Association des Jeunes amis de Kacheche pour le Développement Rural ; l'Association des Femmes Chrétiennes Animatrices du Développement ; l'Association Amis de la Forêt, Environnement pour le Développement ; l'Association Femmes Ouvrières Catholiques Animatrices de Santé ainsi que l'Association Villageoise d'Epargne et de Crédit. Situées à proximité du secteur Sud du Parc National des Virunga (PNVi), ces structures servent d'intermédiaire financier en collectant l'épargne des adhérents afin de pouvoir octroyer des crédits sous

forme d'assistance mutuelle pour les projets. A Bugobe, localité proche du secteur Tshivanga intégré au Parc National de Kahuzi-Biega (PNKB), les activités sont principalement appuyées par l'ICCN et le PNKB à travers la structure locale appelée Comité de Conservation Communautaire (CCC) qui bénéficie d'un soutien financier de la part de la Wildlife Conservation Society (WCS). L'autre échantillon a concerné les adhérents au Syndicat d'Initiatives pour le Développement de Bugobe.

3.1 L'éducation « par » les associations pour le développement durable

D'après nos observations, il ne peut y avoir de développement durable dans une entité sans une gestion juste et équitable de ses ressources naturelles. La caractéristique du rapport homme-nature montre que les membres sont conscients du lien qui les unissent aux écologies par les connaissances traditionnelles. Ces derniers disposent d'une initiation à l'environnement acquise directement dans leur espace de vie depuis leur naissance. Ainsi, dans la localité de Bugobe, la majorité des adhérents sont conscients de la nécessité de protéger le PNKB, de mieux gérer l'utilisation des terres et des produits ligneux dans les périphéries, par des activités adaptées à l'environnement ainsi qu'à leurs besoins. Cet engagement accru s'explique aussi par un appui direct de l'ICCN-PNKB dans l'organisation d'ateliers de sensibilisation à la protection du parc notamment en ayant recours à l'éducation environnementale. Les adhérents se voient confier un rôle de sensibilisateur à l'égard de leur communauté, sur les codes forestier, minier et la protection du parc. Néanmoins, les intervenants extérieurs ne semblent pas prendre suffisamment en compte les aspects éducatifs locaux et les connaissances traditionnelles dans leurs approches pour accompagner la conservation à travers le développement durable.

Cependant, cette prise de conscience ne fait pas l'unanimité à Kiwanja. En effet, même si les membres reconnaissent les atouts environnementaux du PNVi, ils semblent pour la plupart réticents à vouloir octroyer trop d'importance à l'idée de protéger le parc puisque leurs priorités sont focalisées sur la recherche quotidienne de moyens de subsistance tant sur le plan vivrier, qu'économique. D'autre part, l'isolement de ces populations renforcé par l'insécurité récurrente, la faible implantation des programmes nationaux, internationaux de développement et de désenclavement de ces régions, font que l'auto-prise en charge constitue la seule solution pour la très grande majorité des riverains. Pour la totalité des adhérents, plusieurs raisons les ont amenés à prendre conscience de la nécessité de protéger le PNVi, et les ressources dans leurs périphéries. Un des arguments avancés concerne son

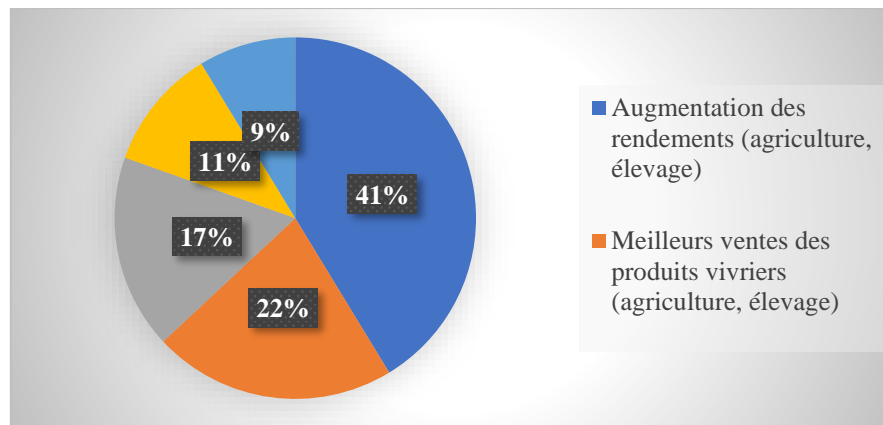
rôle dans la régulation de l'hydrographie, du climat sur les milieux ruraux et urbains, notamment le respect des saisons qui garantit un équilibre environnemental pour les mises en cultures et les récoltes, tandis que d'autres évoquent la préservation du patrimoine naturel. Pour certains adhérents, cette prise de conscience est accentuée par la diminution des ressources forestières et fauniques dans leurs secteurs, ainsi que la menace qui pèse sur l'héritage socio-environnemental. En outre, ces associations provoquent des changements dans les perceptions locales à travers l'éducation et le recours aux connaissances traditionnelles. Certaines coutumes qui conditionnaient l'éducation se transmettent encore de nos jours aux nouvelles générations. Les aspects éducatifs locaux dans ces milieux ruraux influent alors sur les initiatives à visées développementalistes permettant de répondre durablement aux intérêts des riverains. Ces mêmes activités procurent des effets et enseignements à la fois « par » et « pour » les adhérents.

3.2 Effets et enseignements des associations sur les ménages adhérents

Les progrès qui se sont produits dans les foyers amènent à analyser l'impact de ces associations qui ont induit des changements directs plus ou moins visibles sur le moyen terme. Ils permettent d'en apprendre sur l'apprentissage de modes de gestion traditionnels ou importés, pouvant conduire à une amélioration des activités socio-professionnelles sur le plan technique. Les initiatives mises en avant sur le plan socioéconomique et environnemental peuvent être considérées comme les plus adaptées aux réalités locales et besoins des ménages. Les adhésions aux associations ont eu divers effets plutôt encourageants dans le domaine social, économique et professionnel. Sur le plan social à Kiwanja et Bugobe, l'épargne et le crédit ont permis une amélioration des rapports conjugaux et familiaux dans les foyers. Un équilibre entre les conjoints a pu être trouvé par l'intermédiaire de l'engagement associatif ce qui conduit parfois à l'évolution des mentalités dans les villages riverains à ces parcs comme la réduction des Violences Basées sur le Genre dans les ménages ciblés. L'obtention de financements par l'emprunt a permis une meilleure prise en charge de la scolarisation des enfants. Sur le plan économique (Cf. **Graphique 1**), l'intégration de riverains aux associations d'épargne et de crédit, a permis une augmentation des rendements (41%) par rapport à leurs activités agricoles et d'élevage, ainsi que de meilleures ventes des produits vivriers (22%). Un certain nombre de ménages a précisé avoir bénéficié d'une augmentation de la consommation dans leur foyer, notamment en produits de première nécessité (17%). On note que l'emprunt au crédit a aidé certaines familles dans la location voire l'achat de terres à des fins agricoles,

d'élevage (9%) mais également pour la construction d'habitation (11%).

Graphique 1 : Effets économiques des associations sur les adhérents à Bugobe et Kiwanja



Source : Auteur

L'accès au foncier s'effectue le plus souvent par la location à des propriétaires terriens et ce de manière collective en fonction de la nature de la terre et de sa localisation non loin du lieu de vie des adhérents. Le plus souvent, les femmes cotisent pour louer une parcelle arable compte tenu du coût pour accéder à la terre, ce qui sera appelé par la suite un champ communautaire, cultivé par les membres de l'association et divisé en plusieurs segments. Ces progrès économiques, effectués à différents degrés en fonction des ménages, des activités, de l'investissement financier, technique, induisent en parallèle des approches et méthodes mises en avant, qu'il convient d'étudier notamment au niveau d'apprentissage des adhérents dans les associations, sur le plan économique et professionnel. Les enquêtes ont démontré que des membres ont appris de nouvelles méthodes de gestion dans le cadre des activités agro-pastorales. A Kiwanja et Bugobe, des adhérents ont pu être initiés sur le plan économique à une meilleure gestion de leurs productions agricoles et d'élevage, d'autres ont appris à mieux gérer leurs rendements et avoir une meilleure gestion de leur épargne. Dans le domaine professionnel, les adhérents à Bugobe disent avoir amélioré et même dans certains cas, perfectionné leurs techniques de production agricole et d'élevage, tandis qu'à Kiwanja, les membres ont été initiés à des techniques agricoles traditionnelles adaptées aux types de sol, de culture, à la nature des produits, permettant ainsi d'améliorer la qualité de leurs productions et rendements. Mais l'atout de ces avancées peut influencer sur les nouveaux rapports à l'environnement, notamment dans la gestion des ressources naturelles à travers les initiatives de conservation. Ainsi, dans cette ruralité, il va de pair que l'évolution sociale et économique des foyers s'oriente sur la recherche d'initiatives moins destructrices envers les écologies

afin de poser les bases d'un développement durable parfois influencé par des intervenants extérieurs.

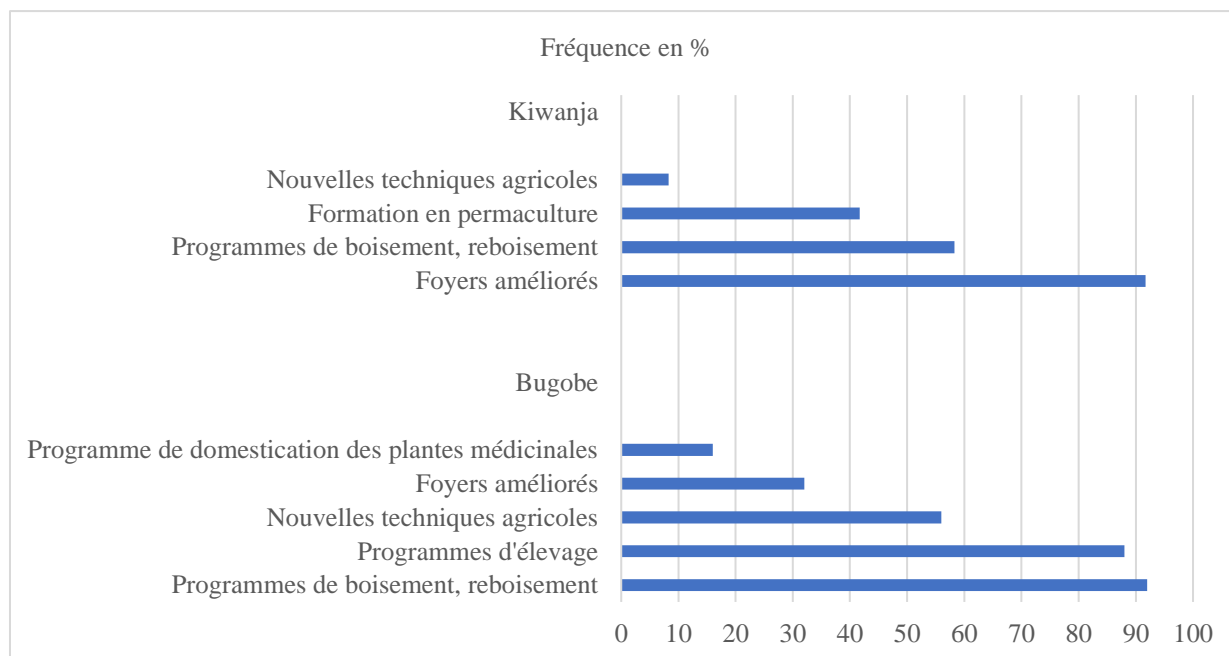
3.3 Influences extérieures et savoir-faire locaux dans la gouvernance des ressources naturelles

Une des dynamiques que ces associations impulsent, consiste à impliquer leurs membres dans des activités orientées sur de nouveaux rapports à l'égard de l'environnement. Les activités exercées par les adhérents sont diversifiées, elles peuvent s'effectuer de manière collective. D'après la majorité des enquêtés à Kiwanja, les activités visant une meilleure gestion des ressources naturelles s'orientent sur les foyers améliorés qui sont souvent intégrés dans les programmes d'appui à la réhabilitation de l'environnement dans le paysage des Virunga (Cf. **Graphique 2**). Cela montre non seulement l'influence de ce dispositif porté par les ONGs internationales de conservation qui s'est généralisé dans le Bwisha, mais aussi la nécessité de réduire de manière « économe », l'utilisation du bois de chauffe et du charbon de bois par les riverains. L'objectif étant de rationaliser la consommation des ménages dans les milieux ruraux et urbains afin de limiter la pression sur les écosystèmes du PNVi et de la chefferie. Les activités de reboisement arrivent en seconde position, suivies de la formation des riverains en permaculture (Cf. **Graphique 2**). Les acteurs de développement et de conservation ont le plus souvent recours à ces initiatives qui ont été valorisées depuis les années 1990 à la suite de la crise des réfugiés dans les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru. Certaines activités mises en avant par les associations tirent leur origine des programmes internationaux qui restent influents autour du parc. Les reboisements sont privilégiés à proximité des milieux urbains de Rutshuru-centre, de Kiwanja, et

des villages proches du parc. Ils émanent directement des adhérents qui privilégient les plantations à proximité de leurs habitations afin de mieux contrôler cette ressource. La formation en

permaculture par les savoirs locaux, encourage la polyculture dans les ménages à des fins alimentaires ou commerciales, ce qui doit permettre des productions durables, adaptées au terroir

Graphique 2 : Activités de conservation des associations à Kiwanja et Bugobe



Source : Auteur

A Bugobe, les initiatives de reboisement sont privilégiées, viennent ensuite les programmes d'élevage, d'apprentissage de nouvelles techniques agricoles et de foyers améliorés (Cf. **Graphique 2**). Une autre activité concerne la domestication de plantes médicinales (Cf. **Graphique 2**). Les reboisements se doivent d'apporter du bois de chauffe, de construction, ainsi que du bois pour la combustion aux populations afin qu'elles réduisent les prélèvements dans le PNKB. Il permet de maintenir voire d'améliorer la situation environnementale dans certains secteurs en réduisant les risques d'érosion et en procédant à des aménagements forestiers durables pour les riverains. L'élevage notamment de petit bétail, permet de combler le manque en viande, et sa commercialisation permet d'augmenter, de diversifier les revenus des ménages permettant ainsi de réduire la dépendance des habitants à l'égard du parc. La domestication de plantes médicinales, vise à généraliser ces productions à proximité des habitations et zones de cultures afin de réduire les prélèvements dans l'aire protégée. Ce processus émane d'ONGs de conservation, et jusqu'à présent peu de données sont venues appuyer l'efficacité du développement de cette flore sauvage introduite dans un environnement contrôlé par l'homme.

4. Discussion

Dans la première partie consacrée aux résultats, nous constatons que la gestion des ressources naturelles et foncières est constamment mise à l'épreuve en raison des activités humaines intensives et extensives sur les paysages. Cette situation a conduit les membres de ces associations à repenser leur perception de l'environnement qui est vue par la majorité des paysans comme un réservoir inépuisable de ressources à exploiter. La recherche de nouvelles formes de gestion pourrait alors passer par un recours plus généralisé aux sensibilisations/formations qui conditionnent les rapports entre les hommes et la nature en lien avec les coutumes et connaissances traditionnelles. On suggère alors que celles-ci peuvent contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations que si elles émanent des cultures « autochtones », adaptées aux réalités et contextes de leurs milieux de vie. En effet, chaque communauté dispose de sa culture, de son histoire et de son rapport à l'environnement tant sur le plan spirituel, social, économique que politique. Autrement dit, le développement durable pourrait commencer par l'éducation qui accompagne les populations dans l'amélioration de leurs conditions de vie

socioéconomiques en prenant en compte les particularismes locaux. Un des principaux aspects concerne l'usage des langues vernaculaires qui peut être un facteur d'intégration, et de facilitation pour les adhérents, notamment les langues kinyabwisha ou kinyarwanda pour la grande majorité des communautés dans le Bwisha, puis le mashi pour les adhérents interrogés à Bugobe. Même si elles peuvent être considérées comme un facteur identitaire dans certains cas, la langue kiswahili est utilisée par la très grande majorité des populations, tandis que les langues régionales sont encore pratiquées dans les zones rurales. La plupart des membres communiquent dans leur langue maternelle, ce qui peut faciliter la compréhension et dans certains cas la gestion et l'administration de leur association. Cependant, la plupart n'ont pas été scolarisés pour le niveau secondaire, mais au primaire, ce qui peut constituer un obstacle pour leur évolution professionnelle et ascension sociale. Les acteurs internationaux du développement et de la conservation auront alors tendance à rechercher les élites locales qui sont allées à l'université afin qu'elles servent d'intermédiaire et soient choisies pour la supervision des projets et activités sur le terrain. Nombre de cadres dirigeant ces associations sont des petits commerçants, des instituteurs, autrement dit, ces organisations ne semblent pas bénéficier suffisamment des jeunes formés à l'université, pouvant apporter leurs connaissances et savoir-faire dans le fonctionnement technique et la gestion des finances. D'autre part, même si des difficultés organisationnelles sont rapportées, la plupart des structures ont mis en place des activités adaptées aux ressources naturelles, foncières disponibles, et qui répondent directement à leurs besoins.

Dans la seconde partie en lien avec les retombées de ces organisations sur les adhérents, on constate davantage une appropriation des projets par les membres à Kiwanja, qu'à Bugobe où une majorité ne dispose pas des pleins pouvoirs d'administration, et de décisions. En effet, la plupart sont intégrés au CCC qui est directement contrôlé et supervisé par le PNKB, l'ICCN et la WCS, ce qui réduit les prises d'initiatives à l'égard des activités et modalités de gestion. Les activités valorisées par ces associations dans les deux Kivus permettent, jusqu'à un certain degré, d'améliorer les conditions de vie des adhérents en ayant recours à des séances de formation par des acteurs d'ONGs, des élites locales, mais aussi des partages d'expériences entre structures. Cependant, il n'est pas mentionné dans les témoignages à Kiwanja, l'interventions d'ONGs internationales, de structures gouvernementales dans l'appui technique et financier à ces organisations. En outre, même si des progrès ont été observés dans l'amélioration des conditions de vie des membres et leur famille, il semblerait que ces structures ne permettent pas une ascension sociale des adhérents.

Autrement dit, les retombées économiques semblent limitées sur le plan financier. La non-satisfaction de certains besoins économiques et matériels peut alors provoquer l'abandon de cotisations mensuelles ou des départs d'adhérents vers d'autres organisations bénéficiant d'assistances extérieures plus conséquentes. Cette situation peut alors favoriser la mobilité de populations vers d'autres secteurs autour de ces parcs concentrant les projets, les activités et les partenaires locaux d'ONGs. Malgré un fonctionnement aléatoire de certaines associations, l'amélioration des conditions de vie des riverains peut être confortée par l'assimilation de nouvelles approches et méthodes de gestion complétant les savoir-faire locaux. Ainsi, le transfert de modèles agraires dans ces terroirs, permet alors d'autres formes d'apprentissage sur le plan professionnel.

Enfin dans la dernière partie, nous remarquons qu'en fonction des atouts écologiques locaux, de la proximité avec des secteurs « clés » de ces parcs, puis de l'influence des acteurs de développement et de conservation, les dynamiques associatives peuvent être mises en valeur « par » les populations ou bien davantage « pour » celles-ci. Elles permettent parfois de maintenir les populations dans leur terroir, limitant ainsi les activités humaines dans les zones de protection intégrale. Même si dans les structures il y a une démarche visant à l'amélioration des conditions de vie des ménages, pour le CCC de Bugobe, c'est davantage une volonté d'encadrer les populations et leurs activités sur le plan spatial. On suggère alors que les priorités des acteurs de la conservation s'imposent aux adhérents notamment à travers les activités de reboisement et d'élevage. Autrement dit, les plans de gestion semblent avoir été conçus directement par des acteurs extérieurs, sans une véritable concertation avec les acteurs locaux. Dans le cadre du programme de domestication des plantes médicinales, nous avons peu d'informations au sujet de leur culture y compris si les savoir-faire traditionnels provenant des communautés Batwa ont été sollicités par les responsables du programme. De plus, nous ne connaissons pas le degré de réussite de cette activité ni son éventuel impact sur les consommateurs. A l'inverse, dans la localité de Kiwanja, la résilience des riverains s'exerce le plus souvent à travers le recours aux savoir-faire locaux. Le regroupement de ces derniers en association permet la recherche d'innovations durables, pour répondre à leurs besoins socioéconomiques et de se constituer en force alternative face à l'influence de modèles développementalistes extérieurs à ces régions.

Conclusion

L'éducation « par » les populations s'exerce dans des contextes sociaux, économiques, environnementaux et politiques qui diffèrent en fonction des secteurs et de l'influence des acteurs

internationaux du développement. Les associations peuvent jouer un rôle de premier plan en ayant recours aux enseignements traditionnels pour améliorer les conditions de vie des paysans. Le CCC de Bugobe bénéficie d'appuis extérieurs sur le plan technique, financier, ce qui positionne ses activités dans une certaine forme de dépendance. A Kiwanja, les associations sont solidaires, permettant une communication, un dialogue constant entre les différentes structures. Cela facilite le partage d'expériences, la mise en valeur d'outils éducatifs locaux au profit de leur besoins socioéconomiques. D'autre part, les sociétés sont conscientes qu'elles sont héritières d'un patrimoine environnemental qu'il convient de sauvegarder. En effet, une gestion des ressources naturelles et foncières juste, équitable, équilibrée par les populations, contribue directement au développement durable, puisqu'il permet le renouvellement des écosystèmes au profit de la paysannerie. Les membres à Kiwanja déterminent eux même les modalités de gestion et d'administration de leur association, ce qui leur donne une liberté d'action plus importante, mais peuvent rencontrer plus de contraintes sur le plan organisationnel. Ainsi, la mise en œuvre d'activités adaptées aux réalités sociales, économiques et environnementales en privilégiant les connaissances traditionnelles et savoir-faire locaux « par » les populations, permet une nouvelle approche du développement durable.

Références

- Binot A, 2010, *La conservation de la nature en Afrique centrale entre théorie et pratiques, Des aires protégées à géométrie variable*, Introduction, 1. En quête de conciliation entre développement économique et conciliation de la biodiversité : la dimension sociale de la conservation de la faune sauvage africaine, Université Paris I, Thèse de doctorat en géographie, p 25-30.
- Bishikwabo C, 1981, *Mythes d'origine et croyances religieuses, Base d'une communauté de royauté inter lacustre dans l'est du Zaïre*, La civilisation ancienne des peuples des Grands Lacs, Colloque de Bujumbura, Paris, Karthala, p 64-80.
- Busson F, 1999, *Les aires protégées en milieu tropical : frontières géographiques imposées et constructions sociales nécessaires*, Mémoire de DEA, Université Michel de Montaigne, 160p.
- Dumoulin D, Rodary E, 2005, « *Les ONG et le secteur mondialisé de la conservation* » in Aubertin C, Représenter la nature, ONG et biodiversité, Paris, IRD Éditions, p 59-98.
- Guéneau S, Jacobée F, 2005, *Conservation de la biodiversité forestière tropicale en Afrique centrale : dépassionner les débats*, Paris, Iddri, N°14, 10p.
- Hulme D, Murphree M, 2001, *African wildlife & livelihoods, the promise & performance of community conservation*, Portsmouth, N H, Heinemann, 336p.
- Nguingiri J-C, 1999, *Les Approches Participatives dans la Gestion des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique centrale*, Introduction, Revues des Initiatives Existantes, Center for International Forestry Research (CIFOR), Occasional Paper N°23, Jakarta, July, p 2-4.
- Rossi G, 2000, *L'ingérence écologique, Environnement et développement rural du Nord au Sud*, Paris, CNRS Editions, Chapitre IV : Les « écologies » du Sud, p 73-94.
- Van Schuylenbergh P, 2006, *De l'appropriation à la conservation de la faune sauvage : pratiques d'une colonisation : le cas du Congo belge (1885-1960)*, Livre Troisième : « Mettre en valeur-Conservé » 1925-1960, Tome 2, Troisième partie, De la théorie à la pratique : Parcs Nationaux et résistances, Chapitre I, L'envers du décor : quelques pistes de réflexion, La question foncière, Louvain, Thèse de doctorat en histoire, p 706-711.